

Revue 9/1/97

DÉBAT AUTOUR DU PROJET DE QUARTIER DES AFFAIRES

Euroméditerranée mis à l'épreuve...

Lorsqu'un habitant des Ayalades ou de St-Henri voit défiler sur écran géant les images virtuelles des Docks de la Joliette en 2010, avec de belles pelouses bien entretenues, des allées et les arbres numérisés, il reste perplexe. C'est beau sur le papier, sur écran, - "On dirait Strasbourg" comme dit l'un d'entre eux - ils veulent bien y croire, mais bon quand ils balaient devant leur porte, quand ils regardent leurs propres quartiers, ils doutent et craignent qu'une fracture sociale et économique, ne se creuse encore entre la vitrine Euroméditerranée et les quartiers périphériques dont ils sont les acteurs.

Invités par Bernard Chatel, conseiller municipal, les représentants de CIQ des 15ème et 16ème arrondissements ont ainsi eu l'occasion de voir ou revoir dans les Docks l'exposition résumant les grands objectifs d'Euroméditerranée. Cette locomotive qui doit relancer Marseille.

Bernard Chatel a été clair : "Euroméditerranée est une recette pour attirer des entreprises à Marseille. Cela étant, je n'ai pas aujourd'hui d'autre message à transmettre. Il faut y croire, laisser du temps au

temps, moi aussi je suis impatient. Nous sommes en pourparlers avec des entreprises, dont une importante, spécialisée dans l'informatique qui envisage de développer son marché autour de la Méditerranée à partir de Marseille. Rien n'est signé. On en reparlera dans quelques semaines ..."

Embellir la Joliette, mettre un peu de luxe dans un quartier et un centre-ville qui n'en a plus l'habitude, pour y attirer des investisseurs, on ne peut pas être contre. Mais voilà, la réalité d'une ville atypique interpellent les techniciens d'Euroméditerranée.

Attention au déphasage

Cette réalité, la plus caricaturale sans doute, c'est celle de Michel Boulay, président du CIQ des Acathe, un petit quartier des Ayalades qui s'apprête à franchir tranquillement l'an 2000 sans être équipé du tout-à-l'égout. "Tous ces projets sont intéressants, on en convient, dit-il, mais attention au déphasage, la ville doit aller du même pas et nous voyons qu'il y a un rattrapage très grand à faire dans des quartiers difficiles. Autour

de chez moi, il y a trois cents adresses sans le tout-à-l'égout. Vous trouvez ça normal."

Euroméditerranée serait le troisième millénaire, tandis qu'à 800 mètres du périmètre ce serait l'avant-guerre. Bref les comités de quartier ont des doutes. C'est leur boulot d'ailleurs de rappeler cette réalité du terrain, cette vraie vie, que dans leurs bureaux les technocrates ont tendance à gommer pour ne pas entraver leurs projets.

"L'homogénéité d'Euroméditerranée avec les quartiers qui l'entourent ne fonctionne pas", renchérit un président de CIQ "vous voulez créer des bureaux, mais Marseille est plein de locaux professionnels vides."

Cela étant, il faut bien avancer et Marseille en cette fin de siècle ne fait sûrement pas partie des villes les plus faciles à gérer. L'enjeu sera donc de faire Euroméditerranée tout en installant le tout-à-l'égout aux Acathe, sans négliger ces quartiers fragilisés par les problèmes sociaux : la Belle-de-Mai, La Canebière, la Plaine, ce centre-ville élargit, périphérique à Euroméditerranée. Un sacré pari.

Didier LEVREAU

► Les zones franches en question

Bernard Chatel avait invité les comités de quartier pour parler d'Euroméditerranée et il a été interpellé sur les zones franches.

"Ces zones créent une concurrence injuste entre les commerçants et les entreprises qui se situent à l'intérieur et bénéficient d'avantages fiscaux; et les autres, parfois implantés à quelques centaines de mètres seulement", reproche un représentant du CIQ de St-André, réclamant implicitement des zones franches pour tous en somme !

"La zone franche est délimitée en fonction de critères précis, (taux de chômage, jeunes sans emplois, etc) on ne pouvait tout de même pas

mettre tout Marseille en zone franche, les frontières peuvent paraître arbitraires j'en conviens", a répondu Bernard Chatel, mais c'est inévitable. Sur la vocation de ces zones, je dirais que leur but est plus de maintenir et d'enraciner le tissu économique existant, en allégeant certains impôts, que d'attirer de nouvelles entreprises. C'est l'expérience qu'on a pu observer dans d'autres pays. Aux Etats-Unis notamment où l'attractivité de ces zones a peu joué auprès d'entreprises florissantes."

D.L

d
é
p
n
r
m

tr
C
de
m
ro
te
no
ca
tre

pr
m
en